



LES P.A. AU BORD DE LA RUPTURE

CP BEAUVAIS

Beauvais le 28 aout 2024

Comme pour le personnel de surveillance, la situation de nos collègues et ami(es) Administratifs devient plus que problématique voir catastrophique. La carence en effectif a atteint des sommets, puisque ce n'est pas moins de 6 personnels qui manquent à l'appel, sans compter les deux CLM.

Si l'on ne peut que souligner la solidarité des agents PFNA ou PFDA, il n'en demeure pas moins que les conséquences du manque d'effectif deviennent insupportables, notamment au détriment de leur vie personnelle et de leur santé, entraînant de facto un désamour, voire l'exécration de ces derniers pour leur métier !!

Au-delà de cette problématique R.H., il faut impérativement améliorer leurs conditions de travail, reconnaître leurs engagements et leurs missions. La gestion des Personnels Administratifs au sein de ce ministère tant sur le plan indemnitaire que sur les conditions de travail est tout bonnement honteuse !

Que dire également des heures supplémentaires effectuées en grand nombre par ces personnels mais aussi les personnels de surveillance en poste fixe qui sont très souvent écrêtées. Ainsi, elles ne sont ni rémunérées ni récupérées. Cette exploitation doit prendre fin une bonne fois pour toute !

Le Personnel Administratif est au cœur du fonctionnement de notre institution, mais apparemment pour l'état, il est plus important de dépenser 1.5 milliards d'euros afin de nager deux fois dans la Seine, plutôt que de faire fonctionner les institutions convenablement.

Qu'ils soient personnels administratifs et techniques, ceux-ci sont devenus les parents pauvres de l'administration pénitentiaire.

Pour L'**UFAP UNSa Justice**, qui est contre la contractualisation de notre profession, il est primordial de pérenniser les emplois par de véritables fonctionnaires comme l'aspirent de nombreux contractuels actuellement en poste, et indispensables à la gestion des services.

L'**UFAP UNSa Justice Beauvais**, exige le comblement de tous les postes vacants, et demande à la Direction Interrégionale de s'emparer à bras le corps de cet épineux sujet afin de pallier cette à carence dans l'attente de nouvelles affectations.

L'**UFAP UNSa Justice**, réitère une énième fois, sa demande d'une revalorisation indemnitaire (RIFSEEP, PSS, CIA.) que ces agents attendent depuis longtemps comme elle l'avait exposée au GDS lors de sa visite. Idem pour le Personnel Technique.

Il est temps que notre Administration se soucie et reconnaisse les « petites mains dans l'ombre », sans qui nos Etablissements ne sauraient fonctionner.

Le bureau local **UFAP-UNSa Justice**